

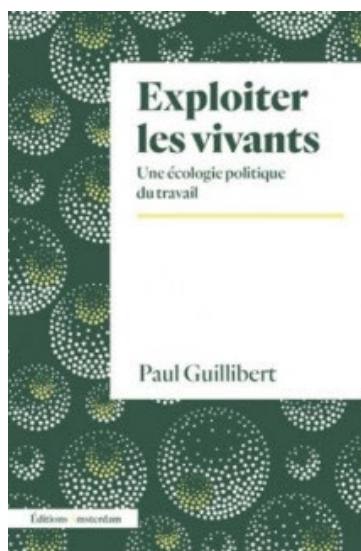
Outil pédagogique

« J'ai lu pour vous... »

Quelques ouvrages pour approfondir la réflexion
autour des enjeux environnementaux
en animation ou formation

J'ai lu pour vous

« Exploiter les vivants. Une écologie politique du travail. » de Paul Guillibert (Editions Amsterdam)



Cet ouvrage très dense s'attache à faire le lien entre l'exploitation des travailleurs et des ressources de l'environnement quelles qu'elles soient (animaux, végétaux et minéraux) jusqu'à épuisement par la logique capitaliste et ce, dans une perspective historique et d'inspiration marxiste. Il intègre dans son analyse la division internationale du travail via la colonisation sans laquelle l'Occident n'aurait jamais pu réaliser la révolution industrielle, ni atteindre le niveau de consommation que nous connaissons.

Dans une seconde partie, il revisite le concept de transition juste qui, tel que décliné par les institutions internationales et une certaine vision syndicale, ne serait qu'une manière de perpétuer le système tout en rassurant sur le fait que la transition écologique ne sera pas payée par les plus pauvres.

« Construire des voitures électriques avec des batteries au lithium suppose toujours d'exploiter le travail salarié et de saccager des environnements naturels pour prélever des ressources. »

Pour l'auteur, il est impossible de parvenir à résoudre la crise écologique en produisant toujours plus, d'où l'importance de la réduction collective du temps de travail, sans perte de salaire notamment, qui se fonderait sur une moindre part de la valeur ajoutée accordée au capital par rapport au travail ou sur le développement des « Communs ».

Il termine sur la déconstruction des liens entre une certaine vision de l'écologie politique et les politiques migratoires.

Parmi les réflexions intéressantes, citons la question de la technologie qui serait, selon l'auteur, un déterminant de l'évolution des relations sociales et des modes d'exploitation de la nature. A titre

d'exemple, la machine à vapeur aurait remplacé les moulins à eau pour des raisons inhérentes, d'une part, à sa simplicité technique et à la régularité de la production, d'autre part, pour permettre de fixer la population ouvrière en ville et discipliner plus facilement les travailleurs.

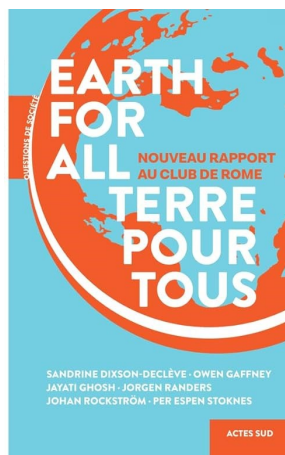
Une autre analyse intéressante porte sur la mise au travail des animaux tels que les chevaux, les vaches laitières ou, dans une moindre mesure, les chiens d'aveugle qui doivent montrer un intérêt pour leur tâche. Dans ce premier (?) cas de figure, on constate que les concepteurs de machines à traire doivent concevoir des machines qui empêchent la rébellion des animaux qui sont parfois exploités au-delà de toutes leurs limites physiologiques.

Les plantes sont logées à la même enseigne avec comme point culminant la modification génétique du vivant, ainsi que l'exploitation des ressources minérales.

Enfin, l'auteur étudie la place des mécanismes de régénération des corps et des écosystèmes. Au même titre que l'exploitation de la nature, il met en lumière le travail de reproduction, traditionnellement dévolu aux femmes et son appropriation gratuite au service du productivisme.

Bonne lecture !

J'ai lu pour vous



En 1972, le rapport Meadows intitulé « Les limites à la croissance » avait mis en évidence, sur base d'une approche systémique, la nécessité d'une économie sans croissance et d'une meilleure répartition des richesses afin de préserver le système mondial d'un effondrement. Un certain nombre de critiques avaient été adressées à ce rapport notamment sur son analyse de la variable démographique.

Néanmoins, le message fondamental n'a toujours pas été entendu 50 ans plus tard. Au cours du XX^e siècle, la production agricole a été multipliée par quatre, la consommation d'énergie par dix et l'extraction de matériaux de construction par trente.

Malgré le succès de librairie rencontré à l'époque, rien n'a vraiment changé, si ce n'est l'inflation de la législation sur l'environnement : les inégalités sociales se sont creusées, le réchauffement climatique s'aggrave en permanence et les limites planétaires sont franchies les unes après les autres.

La septième édition du rapport intitulée « Terre pour tous » qui vient d'être publiée en français approfondit l'analyse grâce aux progrès de la modélisation économique.

Il envisage deux scénarios à l'horizon 2100: le scénario « Trop peu, trop tard » qui correspond à la poursuite des tendances actuelles, qui conduit à une vision de l'avenir apocalyptique, et le scénario « Pas de géant ».

Le scénario « Pas de géant » parle de cinq changements de caps qui doivent être réalisés en même temps et sur les dix ans qui viennent : la réduction de la pauvreté, celle des inégalités, l'émancipation de la femme en particulier dans les pays du Sud, le développement d'une agriculture propre et régénératrice et la sortie des énergies fossiles.

Sur le plan des inégalités, il est criant d'observer notamment que le salaire d'un CEO américain a crû de 1.400 % depuis 1978, alors que celui d'un travailleur n'a augmenté que de 300 %, considérant bien entendu que l'inflation s'est poursuivie tout au long de la période.

Il s'ensuit qu'aujourd'hui 10 % de la population s'accaparent plus de 75 % de la richesse mondiale.

Sans remettre en cause cependant le modèle capitaliste, le rapport « Terre pour tous » propose une répartition des richesses plus équitable où ce pourcentage serait réduit à 40 % et la remise

en cause de l'indicateur du PIB pour mesurer le développement économique sur base du bien-être.

Pour ce faire, une des propositions-phare consiste en la création de Fonds citoyens alimentés par les revenus du secteur privé pour l'extraction et l'utilisation de ressources qui peuvent être considérées comme des biens communs (les énergies fossiles, la terre, l'eau douce, les océans, les minéraux, l'atmosphère, les données et les connaissances) et redistribués à tous les citoyens par le biais d'un dividende universel de base.

Le texte insiste également sur le renforcement des droits du travail et du pouvoir de négociation des travailleurs afin d'augmenter la part des revenus du travail par rapport au capital et l'importance de la négociation collective. Davantage de travailleurs devraient pouvoir accéder à la copropriété de leur entreprise et/ou disposer de sièges dans les conseils d'administration afin de peser sur les décisions.

Sur le plan énergétique, l'électrification apparaît comme la solution en lien avec l'économie circulaire et le progrès technologique. Un chiffre étonnant cité par le rapport est que l'utilisation de l'hydrogène pour produire de l'acier réduirait de 97 % les émissions de gaz à effet de serre. Citons également le développement des transports publics, des infrastructures cyclables et de l'autopartage plutôt que le tout à la voiture électrique.

La régulation de la finance mondiale apparaît aussi comme une priorité afin de dégager des capacités d'investissements au profit des pouvoirs publics et de réorienter l'économie vers des trajectoires économiques vertes. La réforme du système des droits de propriété intellectuelle, une tarification du carbone plus ambitieuse qui n'impacte pas les populations les plus précaires, la réduction du fardeau de la dette pour les pays à faible revenu figurent parmi les différentes pistes citées.

La concrétisation de la promesse de la COP 18 de 2008 à Copenhague de consacrer 100 milliards de dollars par an aux financements climatiques apparaît également comme une priorité.

En résumé, 2 à 4 % du revenu mondial annuel seulement seraient nécessaires pour assurer une sécurité alimentaire et énergétique durable, soit bien moins que la part consacrée par exemple à la gestion de la crise financière de 2008.

Une question reste posée à la lecture de l'ouvrage qui est la disponibilité des matières premières alternatives aux énergies fossiles nécessaires au modèle économique proposé.

Quant à la question démographique qui constituait une pierre d'achoppement du rapport initial, elle semble ici résolue puisque grâce à l'éducation des filles et à l'élévation du niveau de bien-être, la population, après avoir culminé à 8,5 milliards d'êtres humains se stabiliserait autour de 6 milliards d'êtres humains en 2100, soit le même niveau qu'en 2000.

Le tableau qui suit reprend les 15 recommandations politiques du rapport « Terre pour tous » :

Pauvreté

- Permettre au Fonds monétaire international d'allouer plus de 1000 milliards de dollars par an aux pays à faible revenu pour les emplois verts / stimuler les investissements par le biais des droits de tirage spéciaux.
- Annuler l'intégralité de la dette des pays à faible revenu (
- Protéger les industries naissantes dans les pays à faible revenu et promouvoir le commerce Sud-Sud entre ces pays. Améliorer l'accès aux énergies renouvelables et aux technologies de la santé en supprimant les obstacles au transfert de technologies, notamment les contraintes que font peser les droits de propriété intellectuelle.

Inégalités

- Augmenter les impôts des 10 % les plus riches de la société jusqu'à ce qu'ils perçoivent moins de 40 % des revenus nationaux. Le monde a besoin d'un impôt progressif musclé et d'éliminer les échappatoires financières internationales pour combattre les inégalités, facteurs de déstabilisation, la consommation de produits de luxe à forte empreinte carbone et pour protéger les réserves de la biosphère.
- Légiférer pour renforcer les droits des travailleurs. En cette période de profonde transformation, les travailleurs ont besoin d'une protection économique.
- Introduire des Fonds citoyens pour donner à tous les citoyens une part équitable du revenu national, de la richesse et du patrimoine mondial par le biais de systèmes de taxes et de dividendes.

Egalité de genre

- Donner accès à l'éducation à toutes les filles et à toutes les femmes.
- Atteindre l'équité de genre dans les emplois et les postes de direction.
- Allouer des pensions de retraite décentes.

Alimentation

- Légiférer pour réduire les pertes et le gaspillage alimentaires.
- Renforcer les incitations économiques en faveur de l'agriculture régénératrice et de l'intensification durable.
- Promouvoir des régimes alimentaires sains, issus d'une production agricole qui respecte les limites planétaires.

Energie

- Éliminer immédiatement les combustibles fossiles et développer l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables. Tripler immédiatement les investissements dans les nouvelles énergies renouvelables pour atteindre > 1000 milliards de dollars par an.
- Tout électrifier.
- Investir dans le stockage de l'énergie à grande échelle.

J'ai lu pour vous :

Greenwashing, manuel pour dépolluer le débat public



Nous avons tous une idée de ce qu'est le greenwashing ou l'écoblanchiment : remplacer l'emballage d'un produit pour donner l'illusion qu'il est durable, verdir l'enseigne d'un fast food, se donner pour objectif la neutralité Carbone plutôt que de diminuer concrètement les émissions de gaz à effet de serre ...

D'après les auteurs du livre, le greenwashing va beaucoup plus loin que le simple « verdissement de façade » car il s'insinue partout et obscurcit les débats.

Dans ce livre, les chercheuses et chercheurs du collectif toulousain Atécopol vous proposent un manuel d'autodéfense intellectuelle afin d'appréhender le greenwashing au travers vingt-quatre entrées telles que biodiversité, compensation, construction éco-responsable, croissance verte, dématérialisation, énergie décarbonée, responsabilité sociétale des entreprises, finance verte, villes durables, etc.

Afin de vous donner un aperçu du livre, je vous propose une synthèse de l'entrée suivante :
Energie décarbonée. Mangeons-nous assez de frites pour voyager en avion ? *Frédéric Boone, Mickaël Coriat, Michel Duru, Julian Carrey, Florian Simatos*

Depuis 1800, la consommation énergétique mondiale a été multipliée par trente. L'énergie provient à 80 % de ressources fossiles donc, émettrices de GES. L'énergie dite « décarbonée », entendez renouvelable et nucléaire, n'émettrait pas ou si peu de gaz à effet de serre. Or d'après les auteurs, il est essentiel de prendre du recul car de telles affirmations sont porteuses de greenwashing. Quelques questions méritent d'être posées.

Décarbonée, vraiment ?

Le terme est trompeur. Comparées aux énergies fossiles, lors de leur utilisation, les énergies renouvelables n'émettent pas de CO₂, mais qu'en est-il en amont? En effet, il y a lieu de tenir compte notamment de la fabrication d'infrastructures et des dispositifs de stockage. Quand ces divers aspects sont pris en compte, il est plus juste de parler d'énergies « bas carbone ».

La solution répond-elle à l'urgence de la situation ?

De nombreuses solutions à la crise climatique sont évoquées : fusion nucléaire, microalgues permettant de produire du carburant, avion à Hydrogène, ... mais quand seront-elles disponibles à grande échelle ? Le déploiement de systèmes énergétiques peut prendre des décennies. Or, le GIEC indique que nous n'avons pas autant de temps devant nous. Une décarbonation de notre énergie n'a de sens que si elle est basée sur des technologies déjà matures.

Quelle est la source d'énergie primaire ?

Ainsi l'hydrogène produit actuellement dans le monde provient très majoritairement du gaz naturel conduisant à des émissions de CO₂ lors de sa fabrication. On peut également produire de l'hydrogène par électrolyse de l'eau, méthode vertueuse si ce sont des énergies renouvelables qui sont employées.

Quels sont les autres impacts directs sur l'environnement et les humains ?

L'utilisation de végétaux pour produire de l'énergie fait appel aux monocultures intensives parfois aux dépens de la biodiversité et de la souveraineté alimentaire. L'énergie hydraulique repose sur la construction de barrages ayant des conséquences sur la faune aquatique ainsi que sur les populations qui doivent être déplacées.

Quelles sont les ressources nécessaires ?

Le terme renouvelable est parfois trompeur. Oui le soleil est là pour longtemps encore mais la canalisation des énergies naturelles requiert des ressources non renouvelables. Pour une éolienne de 3 MW il faut 3 tonnes d'aluminium, 4,7 tonnes de cuivre, 335 tonnes d'acier et 1.200 tonnes de béton. Pourra-t-on extraire suffisamment de minerais pour nos futurs besoins ? A cela s'ajoute les conséquences désastreuses au niveau écologique et social de l'extraction minière.

Y a-t-il suffisamment d'espace ?

La production d'énergie renouvelable tel que l'éolien, le solaire ou plus encore la biomasse requiert beaucoup d'espace créant de ce fait une compétition entre plusieurs productions. Les terres agricoles dédiées à la culture de biomasse le sont aux dépens de terres agricoles pour l'alimentation, pour la foresterie nécessaire à la captation de CO₂ ou encore pour les produits biosourcés. Une façon de réduire ces concurrences serait de diminuer notre consommation de viande.

Quel est le stock disponible ?

Aujourd'hui, certaines compagnies aériennes mettent en avant qu'il est possible de faire voler un avion avec des huiles de cuisson usagées et de diminuer les émissions de CO₂ du vol de 70 %. Pourquoi pas, après tout ce sont des déchets ... sauf que leur quantité est bien trop faible pour répondre aux besoins de l'aviation !

Conclusion

Les énergies renouvelables, la bioénergie et l'hydrogène ont un rôle à jouer dans la construction d'un monde bas carbone. Cependant, se focaliser uniquement sur des solutions technologiques masque l'autre piste indispensable pour réduire notre empreinte environnementale : la sobriété.

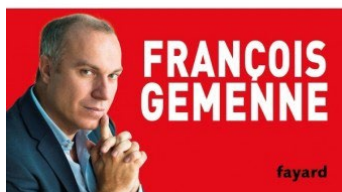
J'ai lu pour vous :

L'écologie n'est pas un consensus de François Gemenne

François Gemenne

L'ÉCOLOGIE N'EST PAS UN CONSENSUS

Dépasser l'indignation



Introduction

Dans son dernier livre, François Gemenne se demande pourquoi l'écologie ne parvient pas à s'imposer comme la force politique dominante alors que les signaux d'alarme concernant l'environnement se multiplient. Si la majorité des gens font les bons constats et se disent préoccupés par la situation, quand il s'agit de s'entendre sur les solutions c'est une autre histoire.

L'auteur pense que la démocratie représentative ne suffira pas à actionner des politiques environnementales à la hauteur de l'ambition des accords internationaux. Il décrit les causes du problème et explore des voies qui pourraient amener au changement.

1^{er} chapitre : la cause du climat

Dans cette première partie, l'auteur explique pourquoi la problématique des changements climatiques n'est pas prise à bras le corps.

Plusieurs facteurs expliquent ce phénomène. Premièrement, agir aujourd'hui n'aura des impacts mesurables et visibles que dans un certain temps. Ensuite, les personnes les plus touchées par les changements climatiques ne sont pas à l'origine du problème. Pour l'écrire platement : *« agir maintenant sur les causes des changements climatiques aura un impact positif demain sur d'autres que nous : les générations futures et des personnes qui vivent au-delà de nos frontières »*.

Et finalement, bon nombre de personnes estiment qu'ils font leur part.

Mais que veut dire : « faire sa part » ?

- « Faire sa part » d'un point de vue individuel : les efforts comportementaux pourraient réduire notre empreinte carbone de 20 à 25 %, on pourrait atteindre 45 % avec des investissements.
- « Faire sa part » d'un point de vue national : sont comptabilisées les émissions de gaz à effet de serre (GES) produites sur le sol national mais on ne tient pas compte des émissions importées. C'est ainsi qu'un argument tel que « De toute façon, l'Europe ne représente que 5 % des émissions de GES, alors à quoi ça sert de faire des efforts ? » tend à avoir du succès. Mais sur 195 pays qui ont signé l'Accord de Paris, la majorité représente forcément moins de 1 % des émissions de GES. De plus, dans les négociations internationales, chaque pays reste centré sur « ses émissions ». Ainsi, la coopération internationale additionne les efforts de chacun plutôt que de se concentrer sur une action collective forte. Pourtant, si l'on se focalise sur les pays européens, leur part doit dépasser leurs émissions territoriales pour au moins deux raisons : la responsabilité historique de l'Europe et le besoin d'importer des matériaux critiques pour assurer la transition énergétique imposée par le Green deal.

D'après François Gemenne, l'action la plus efficace d'un pays européen serait d'investir dans un pays du Sud mais il est difficile de faire comprendre à des électeurs que l'on va dépenser de grosses sommes d'argent à l'étranger pour diminuer les émissions globales de GES.

2^e chapitre : le vote comme un don

Dans la deuxième partie, l'auteur insiste sur le fait que l'écologie est politique. Grâce aux mobilisations des jeunes, le climat est entré de plein pied dans les débats politiques. Seulement voilà, si 85 % des Français se disent inquiets des changements climatiques, seuls 30 % en font une priorité politique. Pourquoi ?

Beaucoup de personnes voient le climat comme une cause qu'ils soutiennent au même titre que la faim dans le monde mais n'y voient pas un intérêt direct. Or, un programme électoral en faveur du climat n'apporte pas de résultats dans l'immédiat. Ceux qui votent en faveur de l'écologie sont ceux qui peuvent se le permettre. Pour susciter la mobilisation, un programme écologique doit s'arrimer à d'autres préoccupations comme les inégalités et la santé. Pour ce faire, les arguments existent : l'influence d'un bon environnement sur la santé des gens, les factures d'énergie plus faciles à payer si les bâtiments sont bien isolés, ...

Si l'on veut faire la part belle à l'écologie, il y a lieu de combiner des intérêts économiques à la fois de court et de long termes. Pour certains secteurs comme celui de la rénovation des bâtiments, le lien paraît évident.

3^e chapitre : conflits

Dans la troisième partie, l'auteur explique que plusieurs tendances telles que « former les élus », « dénoncer les comportements climaticides » ou encore « fixer des objectifs ambitieux » ne suffisent pas à déclencher l'action et pourraient même avoir pour effet l'inverse en tendant à décourager ceux qui font des efforts.

A l'avenir, les conflits d'ordre écologique s'intensifieront, qu'ils soient liés à l'usage de ressources qui se raréfient ou liés à l'implantation dans un monde où l'on refuse de vivre à côté d'une éolienne.

C'est pourquoi il faut un nouveau contrat social car il est impossible d'envisager les politiques environnementales découplées des enjeux sociaux.

4^e chapitre : la démocratie contre elle-même

Dans la quatrième partie, François Gemenne confie que s'il a longtemps espéré changer la donne en essayant de convaincre une majorité de la population, il a abandonné cette idée. De même, des mesures autoritaires s'avèreront inefficaces.

Si le changement doit advenir, ce sera grâce à des minorités actives pouvant transformer la société. Où trouver ces minorités ? Dans les entreprises, la société civile et les collectivités.

Selon l'auteur, changer le système économique ne serait pas la solution car nous n'avons tout simplement plus le temps ; aujourd'hui, la priorité est de conserver une terre habitable pour tous. Il est donc plus efficace de travailler avec des groupes minoritaires bien décidés que de prendre le temps de changer le modèle capitaliste. Ces petits groupes d'individus peuvent remettre en question les normes établies en proposant des idées novatrices et en devenant des acteurs de changement qui rallieront une majorité à leur cause. Le débat est ouvert ...

Par ailleurs, la démocratie représentative connaît une grave crise de rejet de la part de nombreux citoyens. C'est pourquoi l'introduction de mécanismes participatifs dans nos institutions démocratiques pourraient rendre aux citoyens la conviction qu'ils peuvent peser sur les choix collectifs.

Conclusion : du droit universel d'habiter la Terre

Selon l'auteur, l'écologie politique doit se concevoir dans une perspective cosmopolitique.

Or, le débat politique reste avant tout national ; c'est la raison pour laquelle l'écologie politique n'est pas encore parvenue à s'imposer. Afin de faire émerger un intérêt supérieur, celui de l'habitabilité de la Terre, il faut actionner divers leviers : celui des minorités actives, des formes de démocraties plus participatives, d'autres conceptions de la liberté et du véritable universalis

J'ai lu pour vous :

« The Shift Project » – Le plan de transformation de l'économie française



80 % de l'énergie consommée dans le monde est fossile. Mais ces sources d'énergie présentent deux inconvénients de taille :

- d'une part, la combustion d'énergies fossiles – à savoir pétrole, gaz et charbon – émet des gaz à effet de serre (GES) dans l'atmosphère responsables des changements climatiques ;
- d'autre part, elles sont amenées à se tarir inévitablement.

Idéalement, nous pourrions imaginer que la nature est bien faite et attendre que ces énergies aient toutes été consommées et que les émissions finissent par diminuer d'elles-mêmes.

Seulement voilà, il y a une erreur de timing : si nous attendons la fin de l'ère fossile, nous dépasserons largement les 2 °C d'augmentation de température moyenne sur terre. D'après les scientifiques du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), pour limiter le réchauffement à 1,5 °C, il faudrait laisser 60 % du pétrole et du gaz dans le sol, et 90 % du charbon. La seule solution est, par conséquent, de décarboner nos économies.

Alors, avez-vous envie de vous projeter dans une société où l'économie est décarbonée et de comprendre comment c'est possible ? Dans ce cas, lisez « Le plan de transformation de l'économie française » du Shift Project, groupe de réflexion sur la transition énergétique afin de répondre aux défis climatiques et énergétiques que nous vivons.

Et imaginez-vous ... en 2050 ... en France ...

L'urbanisme aura évolué afin de privilégier des déplacements courts, le numérique sera disponible pour faire des visio-conférences et pour le télétravail, la voiture électrique, micro et en « mode covoiturage » ne sera plus la reine de la route, laissant une part belle aux vélos et aux transports en commun. Les pompes à chaleur seront très répandues. L'agroécologie aura remplacé l'agriculture intensive. Les camions seront bien remplis et leurs conducteurs formés à l'éco-conduite, les objets seront plus efficaces avec une durée de vie plus longue, une teneur en carbone moindre et composés de matériaux recyclés. Les procédés industriels seront électrifiés et

émettront peu de GES avec une production réduite puisque la demande intérieure aura diminué. Les industries du recyclage, de la biomasse et du nucléaire 4^e génération seront déployées. Les énergies renouvelables seront entièrement développées.

Pour y parvenir, les auteurs proposent un plan dont l'idée est de répertorier les actions à mettre en œuvre pour que l'économie française soit en phase avec une diminution des gaz à effet de serre (GES) de 5 % par an.

De l'énergie au logement, de l'industrie à la finance, des mobilités à l'agriculture en passant par la culture, l'éducation, l'administration publique ou la santé, chaque chapitre scanne un secteur au niveau énergétique et des leviers de transformations sont proposés. Pour chaque secteur, il y a une planche synthétique illustrée qui résume au moyen de graphiques et chiffres la situation, les objectifs à atteindre et comment y arriver. Les implications de diminution des émissions de GES et de changement de paradigme énergétique sont également étudiées en termes d'emploi, de mode de vie et d'organisation de la société.

A titre d'exemple, que propose le plan pour l'industrie ?

Ce secteur aujourd'hui en France représente :

- 13 % (seulement !) du PIB et de l'emploi ;
- 20 % des émissions nationales de GES ;
- 75 % de ces émissions proviennent de l'industrie lourde : métallurgie – chimie – ciment.

Les leviers proposés par le plan pour décarboner :

- poursuivre les progrès techniques : ciments bas carbone, efficacité énergétique, combustibles biomasse, recyclage des métaux ;
- créer un cadre propice aux ruptures technologiques : hydrogène, capture du carbone, nouvelles techniques de construction ;
- augmenter le recyclage des plastiques ;
- relocaliser la production d'engrais.

Résultats en 2050 ?

- 80 % de réduction des émissions.
- Une industrie décarbonée : moins de volume mais plus de valeur.
- Emplois : relocalisations, réduction des importations, développement de nouvelles filières : batteries, bois ...
- La filière de l'après-1^{re} vie (acteurs du recyclage de la réparation et du réemploi) se déploie avec des emplois non délocalisables.

Mon avis

C'est une écriture agréable et homogène malgré les nombreux auteurs et la technicité du propos. Ce livre nous donne l'envie de se mettre en action pour qu'un tel plan soit déployé en France ou chez nous.

Même si la Wallonie n'est pas une « petite France », de nombreuses pistes peuvent également nous inspirer, alors à quand un plan de transformation de l'économie wallonne ?

« J'ai lu pour vous... »



Duterme, R. (2022). *Nos mythologies écologiques*. Les Liens qui libèrent.

Il est conseillé de ne pas aborder les sujets qui fâchent lors d'un repas de fête en famille ou entre amis... Mais de quoi va-t-on parler alors ? Les changements climatiques font partie de ces sujets quelque peu controversés car ils attisent des peurs : affronter une vérité qui dérange, quitter le statu quo, se sentir impuissant face à la menace, avoir le sentiment que la préservation de l'environnement et le progrès social ne vont pas de pair, de ne pas laisser un héritage durable aux générations futures...

Si comme moi, vous en avez assez des « Il y a toujours eu des changements climatiques, l'être humain n'y est pour rien », « De toute façon qu'est-ce que la Belgique ou même l'Europe peut bien faire en comparaison des grandes puissances mondiales », « Ce sont les Chinois qui polluent parce qu'ils sont trop nombreux », « Les progrès technologiques vont nous sortir de là », « Marre de ces jeunes donneurs de leçon alors qu'ils sont toujours sur leur téléphone portable qui pollue ! », « On ne peut rien faire, l'humanité est destructrice par nature »... alors je vous propose la lecture du petit livre de Renaud Duterme qui, comme son auteur l'indique, n'a pas la prétention de répondre à tout mais de fournir des arguments afin de vous lancer dans la bataille des idées.

Il démonte 25 idées toutes faites regroupées en diverses mythologies :

- mythologies historiques : « toutes les sociétés antérieures ont dégradé leur environnement », « le réchauffement climatique est un phénomène naturel »...
- mythologies spatiales : « nous sommes trop nombreux sur terre », « plus un pays est riche, plus il est respectueux de l'environnement »...
- mythologies technologiques : « la technologie nous sauvera », « le nucléaire est une énergie propre », « les énergies renouvelables sont (non) polluantes »...
- mythologies futurologiques : « il n'y a plus rien à faire, il est déjà trop tard », « la décroissance c'est le chômage et la pauvreté pour tous »...

Vous pouvez lire ces différentes parties selon vos besoins. Peu de chiffres, pas d'exemples, pas de statistiques, seuls des mots pour vous aider à construire votre pensée.

Dans l'épilogue, l'auteur tente quelques explications sur « la montée en puissance d'un sentiment anti-écologiste ». Selon lui, l'écologie dominante et ses représentants portent une responsabilité dans l'échec de la lutte des grands déséquilibres que sont les changements climatiques, l'effondrement de la biodiversité et l'épuisement des ressources.

Citons quelques raisons :

- ne pas avoir compris que la réduction de ces déséquilibres ne pourrait se faire sans remettre en cause le système capitaliste ;
- ne pas avoir prévu de reconversion pour les travailleurs victimes de fermeture d'usine suite à une délocalisation pour des raisons environnementales ;
- interdire des produits phytosanitaires sans accompagnement des agriculteurs ;
- bannir les vieux véhicules polluants des métropoles sans tenir compte de la précarité énergétique ;
- etc.

« *Nos mythologies écologiques* » serait la clé pour convaincre les climatosceptiques du dimanche midi ? Peut-être pas mais vous y trouverez des éléments intéressants qui pourront vous permettre de défendre vos idées sur le sujet que ce soit dans la sphère privée, professionnelle ou syndicale.

Bonne lecture !

Utiliser ces ouvrages avec la méthode de l'arpentage

Objectifs et méthodologies de formation

« La méthode de lecture collective issue de la culture ouvrière (cercle ouvrier) dans la 1^{ère} moitié du 19^{ème} siècle puis réutilisée par les praticiens de l'entraînement mental pendant la seconde guerre mondiale par des résistants (autour de Dumazedier), diffusée plus largement par Peuple et Culture, mouvement d'éducation populaire, à partir des années 1950. »¹

« L'éducation populaire vise la transformation du système social par l'émancipation des citoyens et elles deviennent des acteurs de la société... Elle consiste à déconstruire les rapports de domination sur les lieux de travail et dans la société, à prendre conscience de la place que l'on y occupe et à apprendre à subtiliser afin d'agir sur son environnement. »

L'arpentage s'inscrit dans la méthodologie d'éducation populaire. Elle aide à subtiliser, permet de confronter les savoirs écrits avec l'expérience des participant·es et à créer des intelligences collectives.

Une méthodologie de partage et de construction de savoir collectif

L'arpentage est une manière de lire un support écrit en groupe, c'est une réappropriation de l'objet (à désacraliser du livre) et «a suscite l'envie de lire. Cette méthode sert à comprendre qu'un savoir n'est pas neutre, elle permet de s'entraîner à un travail coopératif et critique, de créer une culture commune autour d'un sujet, d'un savoir théorique.

L'arpentage est une technique de formation qui peut questionner les cadres qui régissent la vie en communaut... C'est de l'éducation critique aux livres avec du savoir pratique des participant·es et du savoir théorique (soit venant du livre, soit d'autres documents ou des

¹ « L'ARPENTAGE » - Fiche inspirée des travaux des Crefad

encore des participant·es), partage des expériences de vie. C'est une technique qui peut rendre à la lecture un statut à l'arme de résistance à aux formes de pensées dominantes.

† la différence de l'enseignement classique où un maître d'école utilise le savoir qu'il a choisi, la méthode de l'arpentage, donne une place égale à tous et toutes. En effet, après avoir apprivoisé la technique, les groupes n'ont pas spécialement besoin d'un·e animateur·rice, ou alors chaque personne peut être animatrice. Chacun·e y est acteur·rice de la lecture, chacun·e y apporte son avis critique, ses questions, ses réponses afin de créer un savoir commun et développer des actions collectives.

Utilisations diverses

Il existe différentes techniques et exercices pour lire ensemble. En gros, chaque exercice comporte un moment de lecture individuel suivi d'un moment d'échange. Ce moment d'échange peut devenir un moment de débat, ce qui peut être très utile pour nos formations.

- L'arpentage peut aussi servir à constituer des fiches de lecture, des boîtes à outils littéraire soit à neutre, soit engage qui sert nos valeurs pour que les groupes puissent s'en approprier.
- La démarche de l'arpentage, après l'exercice de lecture, peut prendre une forme artistique de restitution de la lecture dans l'espace public, seul·e ou à plusieurs. Cette nouvelle mise en forme (théâtrale, musicale, en carte mentale) de l'ouvrage vise une appropriation collective du contenu, et la diffusion des idées de manière vivante.
- L'arpentage peut se pratiquer pour lire des articles courts sur 2-3 heures suivis d'un débat thématique.
- Il peut aussi convenir à la lecture de la charte de principe, des statuts d'un syndicat afin que les affiliés puissent comprendre le fonctionnement de leur organisation et son projet de société...
- Cette technique peut aussi être utilisée dans l'élaboration des textes de congrès afin de comprendre les tenants et aboutissants des positions politiques prise et ainsi pouvoir faire des modifications collectives.

Par exemple, cette méthode a été utilisée par les ouvriers du XIXe siècle, qui, à peine alphabétisés, se sont attaqués au Capital de Marx pour en acquiescer le contenu d'une part et le critiquer d'autre part. L'arpentage a aussi été utilisé par la Résistance dans le Vercors de 1940 à 1944.